

Audience publique du 1^{er} juillet 2020

Recours formé par
Monsieur ... et consort, ...,
contre un arrêté grand-ducal du 21 mars 2019,
en matière de changement de nom patronymique

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 42769 du rôle et déposée le 3 mai 2019 au greffe du tribunal administratif par Maître Radu Duta, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ... et de son épouse, Madame ..., née ..., les deux demeurant ensemble à ..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'un arrêté grand-ducal du 21 mars 2019 portant refus de l'autorisation de changer le nom patronymique de leurs enfants mineurs de « ... » en celui de « ... » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 7 août 2019 ;

Vu le mémoire en réplique de Maître Radu Duta déposé au greffe du tribunal administratif le 28 août 2019 pour compte de Monsieur ... et de Madame ..., préqualifiés ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 30 août 2019 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment l'arrêté entrepris ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport à l'audience publique du 20 mai 2020, et vu les remarques écrites de Maître Radu Duta du 18 mai 2020 et du délégué du gouvernement du 14 mai 2020, produites avant l'audience, conformément à la circulaire du président du tribunal administratif du 6 avril 2020.

Par un courrier daté du 7 mars 2018, Monsieur ... et son épouse, Madame ..., née ..., s'adressèrent au ministre de la Justice, ci-après désigné par « le ministre », afin de solliciter l'autorisation de changer le nom patronymique de leurs enfants mineurs ... et ... de « ... » en celui de « ... ».

Par avis séparés des 27 avril et 14 mai 2018, le procureur d'Etat et le procureur général d'Etat se prononcèrent en défaveur du changement de nom sollicité par les requérants. Le Conseil d'Etat émit le 24 juillet 2018 également un avis défavorable quant au changement de nom sollicité.

Suite à ces avis, la requête en changement de nom fut rejetée par arrêté grand-ducal du 21 mars 2019 transmis aux intéressés par un courrier recommandé avec accusé de réception du ministre du 29 mars 2019. Cet arrêté grand-ducal est motivé comme suit :

« Vu la demande présentée par Monsieur ... et Madame ..., sollicitant l'autorisation de changer le nom patronymique actuel de leurs enfants mineurs, né le ... (Roumanie), et ... née le ..., tous les deux de nationalité luxembourgeoise et demeurant à ..., en celui de « ... » ;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms ;

Vu les avis négatifs rendus par le Procureur d'État de Luxembourg et par le Procureur Général d'État ;

Vu l'avis négatif émis par le Conseil d'État ;

Considérant que le principe de la fixité du nom patronymique constitue une règle d'ordre public et social ;

Considérant qu'un changement de nom patronymique ne peut être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes ;

Considérant que [le] Procureur d'État de Luxembourg note que « d'un côté, les requérants n'indiquent pas de motif d'une circonstance d'une gravité exceptionnelle qui permettrait de déroger au principe de pérennité du nom au bénéfice de leurs enfants communs mineurs. De l'autre côté, la mère ne porte plus son nom de naissance, ni en droit roumain, ni à l'égard des autorités luxembourgeoises, de sorte qu'elle ne peut pas le transmettre à ses enfants » ;

Considérant que la requête en changement du nom n'est donc pas fondée ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. - L'autorisation sollicitée est refusée.

Art. 2. - Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté. ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 3 mai 2019, Monsieur ... et son épouse, Madame ..., née ..., ont fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de l'arrêté grand-ducal du 21 mars 2019, précité, portant refus de leur demande de changement du nom patronymique de leurs deux enfants mineurs.

Etant donné qu'aucune disposition de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms, ci-après désignée par « la loi modifiée du 11-21 germinal

an XI », ne prévoit de recours de pleine juridiction contre une décision de refus de changement de nom, le tribunal est incompétent pour connaître du recours principal en réformation.

Le tribunal est, par contre, compétent pour connaître du recours subsidiaire en annulation qui est, par ailleurs, recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de leur recours et en fait, les demandeurs expliquent être tous deux originaires de Roumanie, mais que Monsieur ... aurait acquis la nationalité luxembourgeoise et que leurs deux enfants mineurs communs auraient également chacun la nationalité luxembourgeoise, tandis que son épouse aurait toujours la nationalité roumaine. Ils précisent résider au Luxembourg depuis septembre 2009 et que la demanderesse, qui est fonctionnaire auprès de la Banque européenne d'investissement, aurait initialement quitté son pays d'origine, suivie de sa famille, pour des raisons professionnelles. Comme ils seraient particulièrement attachés au Grand-Duché de Luxembourg et désireux d'y assurer leur avenir non seulement professionnel, mais également personnel, ils auraient décidé d'obtenir la nationalité luxembourgeoise, ce qui serait chose faite depuis le 25 janvier 2018, en ce qui concerne le demandeur et l'enfant mineur

....

Les demandeurs expliquent ensuite qu'alors même qu'ils verraient leur avenir au Luxembourg, ils n'en conserveraient pas moins « *un grand attachement à leurs racines personnelles et au patrimoine légué par leurs famille[s], dont une composante est constitué par le nom patronymique* ». Ce serait dans cette optique qu'ils auraient présenté la demande de changement de nom litigieuse qui viserait, en effet, essentiellement, d'une part, à supprimer « *la cédille sous le S de « ... » dans un souci d'intégration alors que ce signe diacritique n'existe[rait] dans aucune des langues officielles en vigueur au Luxembourg* » et, d'autre part, à ajouter le nom patronymique maternel, à savoir celui de « ... », à côté de celui du père et ce, pour des raisons liées à l'histoire familiale et au risque d'extinction imminent de ce patronyme.

En droit, les demandeurs sollicitent l'annulation de l'arrêté grand-ducal litigieux en invoquant des moyens tenant tant à sa légalité externe qu'interne.

En ce qui concerne la légalité externe de l'acte entrepris, ils critiquent que celui-ci ne renseignerait pas l'identité de son auteur en arguant plus particulièrement que « *la décision en question* » n'aurait pas été signée par le ministre de la Justice et que sous la mention « *pour le Ministre de la Justice* », figurerait uniquement l'annotation « *Conseiller* » suivie d'une signature indéchiffrable.

Il s'ensuivrait que, faute de disposer de la moindre information au sujet de l'identité de l'auteur de la décision, il subsisterait un doute quant à la compétence de celui qui aurait pris la décision. L'arrêté grand-ducal litigieux encourrait dès lors l'annulation pour incompétence, sinon pour violation des formes destinées à protéger les intérêts privés.

Pour le surplus, les demandeurs se rapportent à prudence de justice quant aux causes d'illégalités externes pouvant affecter la décision attaquée, tout en se réservant le droit de pouvoir se prévaloir d'un tel chef d'annulation en cours d'instance.

Dans son mémoire en réponse, la partie étatique conclut au rejet de ce moyen en soulignant que l'auteur de la décision entreprise par le biais du recours sous analyse serait le Grand-Duc et non pas le ministre, tout en renvoyant à l'expédition conforme de l'arrêté grand-

ducal critiqué et en précisant que celle-ci aurait été signée par un fonctionnaire du ministère de la Justice qui assumerait également la fonction de délégué du gouvernement auprès des juridictions administratives dans le cadre de la présente affaire et qui aurait délivré l'expédition conforme « *pour le ministre de la Justice* » qui assumerait la responsabilité politique de l'arrêté grand-ducal et l'exécution de celui-ci.

Dans leur mémoire en réplique, les demandeurs insistent sur le fait que l'expédition conforme de l'arrêté entrepris ne serait ni signée par le ministre, ni par le Grand-Duc et que « *seule une paraphe indéchiffrable* » ferait office de signature sous la mention « *conseiller* ».

Dans son mémoire en duplique, le délégué du gouvernement maintient, en substance, ses développements antérieurs, en insistant sur le fait qu'une expédition conforme d'un arrêté grand-ducal ne constituerait pas l'original de la décision en cause, mais qu'il ne s'agirait que d'une copie et que, par ailleurs, aucun texte législatif ou réglementaire n'obligerait le Grand-Duc et le ministre ayant donné le contreseing de signer personnellement l'expédition de l'arrêté en cause.

A cela s'ajouterait qu'en prenant en considération l'expédition conforme de l'arrêté grand-ducal ensemble avec l'extrait du procès-verbal du Conseil de gouvernement, le projet d'arrêté grand-ducal revêtant le ministériel et le papillon indiquant la date et le lieu de la signature grand-ducale, il ne pourrait subsister aucun doute quant à l'auteur de la décision attaquée, le délégué du gouvernement soulignant, par ailleurs, que les décisions administratives bénéficieraient d'une présomption de légalité.

En ce qui concerne le moyen d'incompétence de l'auteur de l'arrêté critiqué, tel qu'invoqué par les demandeurs, le tribunal est tout d'abord amené à relever qu'en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 6 fructidor an II, aucun citoyen ne peut porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. L'article 4 de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI déroge au principe de la fixité des noms et prénoms en disposant que toute personne qui aura quelque raison de changer de nom ou de prénoms en adressera la demande motivée au gouvernement. En vertu de l'article 5 de la même loi, « *Le gouvernement se prononcera dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique.* ».

Il s'ensuit que les décisions portant sur une demande de changement de nom doivent prendre la forme d'un arrêté grand-ducal faisant l'objet d'une délibération du gouvernement en conseil et étant contresigné par un ministre qui en assume la responsabilité, en l'occurrence par le ministre de la Justice, de sorte que la compétence pour accorder ou refuser un changement de nom appartient exclusivement au Grand-Duc¹ et non au ministre, tel que semblent le suggérer les demandeurs à travers leur moyen d'incompétence, en critiquant plus particulièrement le fait qu'il leur serait impossible de savoir qui a, au final, pris la décision litigieuse, faute de pouvoir déchiffrer la signature du « *conseiller* » ayant signé sous la mention « *pour le Ministre de la Justice* ».

Or, il se dégage du dossier administratif que c'est bien par le biais de l'arrêté grand-ducal du 21 mars 2019, qui a été porté à la connaissance des demandeurs par le biais d'un courrier du ministre du 29 mars 2019 ayant contenu une expédition conforme dudit arrêté, que la demande de changement du nom patronymique des enfants mineurs des demandeurs a été

¹ Trib. adm., 28 septembre 2016, n°37177 du rôle, disponible sous www.jurad.etat.lu.

refusée. Il résulte encore du dossier administratif que le projet d'arrêté grand-ducal refusant aux demandeurs l'autorisation pour le changement de nom patronymique sollicité, revêtant la signature du ministre, a été approuvé par le gouvernement en conseil dans sa séance du 20 mars 2019, tandis qu'il se dégage de l'expédition conforme à l'original de l'arrêté grand-ducal que celui-ci a été signé par le Grand-Duc sous le contreseing du ministre de la Justice qui en assume la responsabilité, le papillon contenu dans le dossier administratif indiquant, par ailleurs, de manière non contestée, la date et le lieu de la signature de l'arrêté en cause par le Grand-Duc.

Il est, à cet égard, non pertinent que l'expédition conforme de l'arrêté grand-ducal communiquée aux demandeurs n'ait été signée ni par le Grand-Duc ni par le ministre ayant donné son contreseing, puisque, tel que le relève à juste titre la partie étatique, aucun texte législatif ni réglementaire n'impose qu'une telle expédition soit signée personnellement par le ministre et le Grand-Duc. A cela s'ajoute qu'il se dégage des explications de la partie étatique qu'en l'espèce, l'expédition conforme de l'arrêté grand-ducal a été délivrée « *pour le Ministre de la Justice* », dont il vient d'être retenu ci-avant qu'il est chargé de l'exécution dudit arrêté et qu'il en assume la responsabilité politique, par un fonctionnaire du ministère de la Justice, en l'occurrence par Monsieur Yves Huberty, conseiller auprès dudit ministère, et ce, en vertu d'une délégation de signature dont l'existence n'est pas contestée.

Au vu des considérations qui précèdent et dans la mesure où le moyen d'incompétence soulevé par les demandeurs est, de l'entendement du tribunal, basé sur la prémisse erronée que ce serait le ministre qui aurait un pouvoir de décision en matière de demandes de changement de nom, respectivement qui aurait pris seul la décision litigieuse, ledit moyen est à rejeter pour ne pas être fondé.

Si les demandeurs se rapportent encore à prudence de justice quant aux autres causes d'illégalité externe pouvant, le cas échéant, affecter l'acte critiqué et encore que le fait de se rapporter à prudence de justice s'analyse en principe en une contestation, il convient néanmoins de retenir qu'un moyen non autrement précisé n'est pas de nature à énerver la légalité de la décision litigieuse. En effet, les moyens simplement suggérés, sans être soutenus effectivement, ne sont pas à prendre en considération par le tribunal, étant donné qu'il n'appartient pas au tribunal de suppléer à la carence de la partie demanderesse et de rechercher lui-même les moyens juridiques qui auraient pu se trouver à la base de ses conclusions, de sorte qu'il y a lieu de rejeter ce moyen.

Pour ce qui est ensuite de la légalité interne de l'arrêté grand-ducal litigieux, les demandeurs concluent à son annulation pour erreur manifeste d'appréciation, violation de la loi et plus particulièrement de l'article 4 de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI et excès de pouvoir dans le chef de l'autorité de décision.

Ils font ainsi valoir que les motifs invoqués à la base de la demande de changement de nom litigieuse seraient à qualifier de légitimes étant donné qu'ils reposeraient, d'un côté, sur des considérations liées à l'intégration de leur famille au Luxembourg à la suite de la procédure de naturalisation et, de l'autre côté, sur des raisons liées à l'extinction du nom patronymique de « ... », de même qu'à l'affection portée à l'usage de celui-ci.

Ils précisent, à cet égard, que, tout d'abord, la suppression de la cédille sous la lettre « s » du nom « ... » serait nécessaire dans un souci d'assimilation de leurs enfants à la société luxembourgeoise puisque, selon eux, un tel signe diacritique n'existerait quasiment qu'en

langue roumaine. De ce fait, le nom en question rencontrerait souvent l'incompréhension de leurs interlocuteurs et constituerait un frein à l'intégration de leurs enfants au Luxembourg.

Ils insistent sur le fait que la suppression de ladite cédille ne modifierait pas sensiblement l'orthographe du nom patronymique actuel de leurs enfants, mais constituerait une « *facilité incommensurable* » dans la vie quotidienne de ceux-ci.

En second lieu, les demandeurs font valoir que ce serait à tort que « le ministre » aurait fondé sa décision sur la considération que la demanderesse ne porterait plus son nom de naissance, de sorte qu'il lui serait impossible de le transmettre à ses enfants. Ils soulignent, en effet, que la demanderesse utiliserait son nom de naissance à l'égard des autorités luxembourgeoises puisqu'il figurerait notamment sur son permis de conduire et qu'il serait également utilisé auprès de la Caisse nationale de Santé (CNS), tout en pointant le fait que la décision entreprise lui aurait également été notifiée à son adresse personnelle sous le nom de « Madame ... ».

Au vu de ces considérations, il devrait être admis que l'arrêté litigieux serait basé sur des motifs erronés.

Ensuite, les demandeurs mettent en avant un certain nombre de circonstances qui, selon eux, auraient dû être prises en considération au moment de la prise de la décision litigieuse.

Ainsi, ils avancent que suivant la jurisprudence française en matière de nom patronymique, ledit nom serait imprescriptible et inaliénable, de sorte qu'il appartiendrait à la famille qui le porte et qu'en conséquence, chacun de ses membres serait en droit d'en défendre la légitimité.

Or, en l'espèce, leur demande viserait uniquement à voir accorder à leurs enfants le droit d'utiliser le nom de « ... », donc le nom de la demanderesse. Etant donné que, selon eux, le droit d'utiliser ledit nom reviendrait aux enfants de la demanderesse de plein droit, la demande serait à considérer comme étant légitime et fondée de ce seul chef.

Ensuite, les demandeurs mettent en avant que le nom de « ... » traduirait les origines helléniques de la famille de la demanderesse en expliquant que le grand-père de celle-ci aurait quitté la Grèce pour s'installer en Roumanie au début du siècle dernier et qu'il aurait réussi à y constituer un patrimoine personnel dans la ville de ... où il aurait acquis une certaine notoriété avant que tous ses efforts n'aient été annihilés par sa dépossession à l'arrivée au pouvoir du régime autoritaire communiste après la seconde guerre mondiale. Il n'en resterait pas moins que comme il aurait fondé une famille prospère et favorablement connue par la communauté locale, le nom de « ... » y serait resté de grande notoriété. Les demandeurs renvoient, à cet égard, à l'arbre généalogique de la famille de la demanderesse dont il se dégagerait que celle-ci est la dernière à porter le nom en question, faute de descendants de sexe masculin.

Au vu de ces considérations, ils estiment que le risque d'extinction qui pèserait sur le nom de « ... » devrait être considéré comme étant un motif légitime justifiant le changement de nom sollicité, tout en renvoyant à cet égard à des jurisprudences du Conseil d'Etat français.

En troisième lieu, les demandeurs soulignent que suivant la jurisprudence de la Cour administrative de Paris, un motif affectif serait de nature à constituer un intérêt légitime pour demander un changement de nom. Or, comme l'enfant ... aurait des liens affectifs très forts

avec son grand-père maternel et qu'il souhaiterait porter le nom de celui-ci, tel que cela se dégagerait de son attestation testimoniale, il devrait être admis que l'association avec le nom de famille maternel « ... » constitue l'identité propre de l'enfant en question.

Dans son mémoire en réponse, la partie étatique conclut au rejet des divers moyens invoqués par les demandeurs pour ne pas être fondés.

Après avoir mis en avant le principe de fixité du nom patronymique tel qu'il serait consacré à l'article 1^{er} de la loi du 6 fructidor an II, de même que relevé les conditions dans lesquelles, suivant la jurisprudence des juridictions administratives luxembourgeoises, l'article 4 de la loi modifiée du 11-21 germinal XI permettrait de déroger à ce principe, elle fait plus particulièrement valoir que, contrairement à ce qui serait soutenu par les demandeurs, la demanderesse ne porterait plus son nom de naissance en droit roumain, à savoir celui de « ... ».

En renvoyant à l'article 3 du Code civil suivant lequel l'état civil est régi par la loi nationale de la personne concernée, elle insiste, en effet, sur le fait que seules les autorités roumaines seraient compétentes pour déterminer le nom des personnes de nationalité roumaine et que le seul document officiel à prendre en compte serait en conséquence le passeport roumain de la demanderesse qui reprendrait uniquement le nom de « ... ». Comme les autorités luxembourgeoises seraient incompétentes pour attribuer un nom aux personnes non-ressortissantes, il serait sans pertinence que le permis de conduire luxembourgeois de la demanderesse ait été établi au nom de « ... ».

Comme la demanderesse ne s'appellerait dès lors plus « ... », il lui serait impossible de transmettre ledit nom à ses enfants.

Pour le surplus, la partie étatique donne à considérer que si le remplacement de la lettre « § » par un « s » était autorisé, cela impliquerait que le nom des deux enfants mineurs serait rédigé d'une manière différente que celui de leurs parents, ce qui pourrait entraîner des problèmes d'identification.

En conclusion, la partie étatique est d'avis que les raisons invoquées par les demandeurs à l'appui de leur demande ne pourraient pas être qualifiées de circonstances exceptionnelles ni de raisons importantes au sens de la jurisprudence administrative luxembourgeoise.

Dans leur mémoire en réplique, les demandeurs font valoir que la référence étatique au principe d'immutabilité du nom patronymique ne pourrait pas trouver à s'appliquer au motif qu'en l'espèce, ce principe se trouverait confronté à celui de l'imprescriptibilité dudit nom qui, selon eux, prévaudrait.

Ils sont, par ailleurs, d'avis que leur demande ne viserait pas à proprement parler un changement de nom puisqu'ils ne souhaiteraient pas substituer le nom de « ... » à celui de « ... », mais associer au nom de « ... » celui de « ... ».

A cela s'ajouterait que, selon eux, ils ne devraient même pas être obligés de justifier de « *circonstances exceptionnelles ou de raisons importantes* », les demandeurs arguant que le droit de revendiquer le simple usage d'un nom de famille, qui serait par principe imprescriptible, leur serait reconnu notamment sur base de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits d'Homme et des libertés fondamentales (CEDH). Ils insistent plus particulièrement sur le fait que le nom de famille serait un élément d'individualisation des

personnes et qu'en tant que tel, il traduirait le rattachement juridique à une famille qui le porte, tout en mettant en avant que la Cour de cassation française aurait rappelé l'intérêt pour la société de réglementer l'usage du nom et sa nécessaire conciliation avec la vie privée. Ils estiment, par conséquent, que le Luxembourg, en tant qu'Etat signataire de la CEDH ne pourrait pas refuser « *sous de vains motifs* » le droit naturel de chacun de faire usage de son nom patronymique sous peine de violer l'article 8 de ladite convention.

S'il était vrai que la Cour européenne des droits de l'Homme (CourEDH) admet l'existence de restrictions légales pouvant se justifier dans l'intérêt public afin d'assurer un enregistrement exact de la population ou de sauvegarder les moyens d'une identification personnelle et de relier à une famille les porteurs d'un nom donné, il n'en resterait pas moins qu'en l'espèce, la partie étatique resterait en défaut d'apporter une quelconque raison liée à l'intérêt général qui serait de nature à s'opposer à leur demande.

Il s'ensuivrait que le refus litigieux violerait l'article 8 de la CEDH.

Les demandeurs contestent ensuite l'affirmation étatique suivant laquelle la demanderesse ne porterait plus le nom de « ... ».

Ainsi, ils précisent tout d'abord que sur le plan factuel, la demanderesse utiliserait son nom de naissance à l'égard des autorités luxembourgeoises en réitérant les mêmes exemples que ceux donnés dans le cadre de la requête introductive d'instance.

Ensuite, ils font valoir que, selon eux, la partie étatique confondrait la notion de nom patronymique avec elle de nom d'usage. En effet, ils affirment que la demanderesse s'appellerait toujours « ... » et que le patronyme en question serait et resterait son nom de naissance pour les autorités roumaines. Ils renvoient, à cet égard, à l'acte de naissance et à l'acte de mariage de la demanderesse renseignant le nom de « ... », tout en précisant que, par le mariage, une femme acquérait le droit d'utiliser le nom de son époux à titre de nom d'usage sans pour autant qu'elle ne perde son propre nom patronymique et qu'en cas de divorce, elle pourrait décider d'utiliser de nouveau son nom de jeune fille. Ils estiment, dans ce contexte, que le seul fait que le nom de « ... » figure sur le passeport de la demanderesse serait sans incidence, tout en donnant à considérer qu'en cas de divorce, elle pourrait se procurer un nouveau passeport avec la mention de son nom de jeune fille.

Après avoir réitéré les principes d'imprescriptibilité et d'inaliénabilité du nom patronymique, tels que dégagés par la jurisprudence française, les demandeurs insistent sur l'intérêt légitime qu'auraient leurs enfants à faire valoir leurs racines et à associer au nom de leur père celui de leur mère en voie d'extinction, mais ayant conservé pour eux toute sa signification affective.

Dans son mémoire en duplique, la partie étatique insiste sur le fait que, contrairement au droit français, le droit luxembourgeois ne connaîtrait pas le nom d'usage, tout en mettant en avant qu'au vu des différences existant entre les législations française et luxembourgeoise en matière de changement de nom, les jurisprudences françaises mises en avant par les demandeurs ne pourraient pas être transposées au cas d'espèce.

Elle conteste ensuite toute violation par l'arrêté litigieux de l'article 8 de la CEDH en relevant que le droit à la vie privée ne serait pas absolu mais qu'il pourrait faire l'objet de restrictions légales dans l'intérêt public. Etant donné que ni la CEDH ni la jurisprudence de la

CourEDH ne confèreraient un droit au port d'un nom d'usage, les pays signataires de la CEDH resteraient libres de prévoir ou non le nom d'usage dans leur législation. Or, en droit luxembourgeois, il n'y aurait pas de base légale pour revendiquer le port d'un nom d'usage, de sorte que les enfants des demandeurs ne pourraient légalement bénéficier d'un nom d'usage.

La partie étatique réfute, enfin, l'argumentation adverse visant à soutenir que la référence au principe d'immutabilité du nom patronymique ne trouverait pas à s'appliquer en l'espèce, en soulignant que la demande litigieuse viserait bel et bien un changement de nom soumis aux dispositions de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, puisque, d'une part, le nom de « ... » ne figurerait pas dans l'acte de naissance des enfants et que, d'autre part, les demandeurs entendraient faire d'un nom d'une composante un nom de deux composantes.

Tel que relevé ci-avant, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 6 fructidor an II, aucun citoyen ne peut porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance, l'article 4 de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI dérogeant, quant à lui, au principe de la fixité des noms et prénoms en disposant que toute personne qui aura quelque raison de changer de nom ou de prénoms en adressera la demande motivée au gouvernement. En vertu de l'article 5 de la même loi, le gouvernement se prononcera dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique.

Suivant la jurisprudence constante des juridictions administratives en la matière, les textes de loi précités sont à lire en ce sens que le principe de la fixité du nom patronymique tel qu'inscrit dans l'acte de naissance est une règle d'ordre public et social et que ce n'est dès lors qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom peut être accordé².

C'est dès lors, en tout état de cause, à tort que les demandeurs s'appuient sur la jurisprudence française suivant laquelle le nom patronymique aurait un caractère imprescriptible et inaliénable pour soutenir que leurs enfants jouiraient d'un droit de porter le nom de jeune fille de leur mère en ce qu'il appartiendrait à leur famille et qu'en conséquence, ils n'auraient pas besoin d'invoquer des circonstances exceptionnelles ni des raisons importantes pour justifier leur demande.

En effet, dans la mesure où les demandeurs entendent changer le nom patronymique actuel de leurs enfants tel que repris dans leurs actes de naissance en en modifiant non seulement l'orthographe, mais en en faisant, par ailleurs, un nom à deux composantes, il s'agit indéniablement d'un changement de nom tombant dans le champ d'application des dispositions de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI.

Ensuite, il échet de relever que suivant la règle de la fixité, sinon de la pérennité du nom patronymique, laquelle participe à l'ordre public, les raisons devant justifier le changement de nom patronymique sont appelées à s'analyser en des circonstances exceptionnelles à énoncer dès la demande adressée au gouvernement, qui doit être dûment motivée. Cette exigence d'une motivation spécifique dès la demande formulée auprès du gouvernement se justifie, d'une part, en raison des circonstances exceptionnelles pouvant seules sous-tendre valablement un changement de nom patronymique et, d'autre part, par le caractère nécessairement éclairé non seulement de l'autorité de décision à travers les avis rendus à son escient par le Conseil d'Etat,

² Trib. adm. 13 novembre 1997, n° 9854 du rôle, disponible sous www.jurad.etat.lu; Trib. adm. 16 janvier 2002 n° 13851 du rôle, Pas. adm. 2019, V°Noms-Prénoms-Domicile-Etat civil, n°7 et les autres références y citées.

ainsi que le procureur d'Etat compétent ensemble le procureur général d'Etat, mais encore dans le chef de ces derniers mêmes³.

Au vu des considérations qui précèdent, aucun reproche ne saurait être adressé à l'autorité de décision pour avoir conditionné le changement de nom sollicité par la preuve à fournir par les demandeurs de l'existence dans le chef de leurs enfants mineurs de circonstances exceptionnelles, respectivement de raisons importantes justifiant qu'il soit dérogé, en l'espèce, au principe de fixité du nom patronymique tel qu'indiqué dans leurs actes de naissance respectifs.

Force est de constater qu'il se dégage de la demande de changement de nom, ainsi que des explications fournies en cours de procédure, que les demandeurs ont motivé leur demande par le fait que la suppression de la cédille sous la lettre « s » de « ... » permettrait une meilleure intégration de leurs enfants au sein de la société luxembourgeoise, tandis que l'ajout du nom de jeune fille de leur mère se justifierait, selon eux, par le fait que ledit nom serait voué à l'extinction et que leurs enfants y seraient attachés.

La partie étatique estime, pour sa part, que lesdites raisons ne sauraient s'analyser en des circonstances exceptionnelles, ni en des raisons importantes pouvant justifier un changement de nom.

En l'espèce, le tribunal est d'abord amené à constater que, d'un côté, les demandeurs n'ont fourni aucun motif en relation avec le nom patronymique actuel de leurs enfants mineurs, à savoir le nom de « ... », qui serait de nature à s'opposer au maintien de celui-ci, si ce n'est leur souhait avancé de vouloir renforcer l'intégration de leurs enfants au Grand-Duché de Luxembourg par le port d'un nom qui n'aurait, contrairement à leur nom actuel, pas de consonance étrangère, respectivement par leur volonté d'attribuer à leurs enfants le nom de jeune fille de leur mère afin d'éviter que celui-ci ne disparaisse.

D'un autre côté, l'affirmation des demandeurs suivant laquelle la suppression de la cédille sous la lettre « s » dans le nom de « ... » serait nécessaire dans un souci « *d'assimilation à la société luxembourgeoise* » ne saurait s'analyser en une circonstance exceptionnelle ou une raison importante de changer le nom actuel des enfants dans la mesure où ils restent en défaut de présenter le moindre élément tangible, respectivement de donner des exemples concrets traduisant une véritable nécessité de changer l'orthographe dudit nom dans un souci d'intégration de leurs enfants au Luxembourg en mettant notamment en avant des problèmes que les enfants auraient concrètement rencontrés pour s'intégrer dans le pays en raison du seul port de leur nom actuel, de sorte à avoir mis l'autorité de décision dans l'impossibilité d'apprécier si les enfants ont rencontré en raison du port de leur nom actuel des problèmes d'intégration d'une gravité telle qu'ils puissent s'analyser en des circonstances exceptionnelles, respectivement en des raisons importantes pouvant justifier un changement de nom, étant relevé que la seule invocation non autrement étayée en cours de procédure contentieuse de la prétendue incompréhension de leurs interlocuteurs lorsqu'ils sont confrontés aux nom de « ... » ou bien de la « *facilité incommensurable dans la vie de tous les jours des enfants* » qu'entraînerait la suppression de la cédille est manifestement insuffisante à cet égard. Ce constat est d'autant plus vrai que les demandeurs souhaitent ajouter au nom de famille actuel de leurs enfants celui de « ... ». Or, l'ajout d'un nom qui n'a manifestement pas une consonance

³ Trib. adm. 12 mai 2005, n° 20084 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Noms-Prénoms-Domicile-Etat civil, n°5 et les autres références y citées.

luxembourgeoise n'est en tout état de cause pas de nature à contribuer à leur intégration dans le pays, sans que la suppression de la cédille sous la lettre « s » dans le nom de « ... » ne change quoi que ce soit à cet état de fait.

Pour ce qui est ensuite concrètement du souhait des demandeurs d'ajouter au nom de famille actuel de leurs enfants celui de « ... », force est de constater qu'indépendamment de la question de savoir si l'extinction d'un nom de famille de la mère peut, suivant les circonstances spécifiques de l'espèce, être susceptible de s'analyser en une circonstance exceptionnelle ou en une raison importante pouvant justifier un changement du nom d'enfants mineurs s'étant uniquement vus attribuer au moment de leur naissance le nom de leur père, par l'ajout du nom patronymique de la mère, encore faudrait-il en tout état de cause que le nom en question soit porté officiellement par la mère en question. Or, en l'espèce, il ne se dégage pas des éléments du dossier soumis à l'autorité de décision que la demanderesse, qui est de nationalité roumaine, porte officiellement le nom de « ... », étant, en effet, relevé qu'il n'est pas contesté que, suivant l'article 3 du Code civil, l'état civil est régi par la loi nationale de la personne concernée et qu'il se dégage, en l'espèce, du seul document officiel émanant des autorités roumaines, en l'occurrence de son passeport roumain valable du 23 mars 2017 jusqu'au 23 mars 2022 qu'elle porte à l'heure actuelle uniquement le nom patronymique de « ... » et qu'elle semble dès lors avoir renoncé, à un moment donné et pour des raisons qui lui sont propres, à porter son nom de jeune fille pour adopter le seul nom de son époux. Ce constat se trouve conforté par le fait que la carte d'identité luxembourgeoise du demandeur indique sous la mention de son nom ce qui suit : « ... *ép.* ... ». Si les demandeurs affirment qu'en Roumanie, une femme acquerrait par le mariage le droit d'utiliser le nom de son époux à titre de nom d'usage, sans pour autant perdre son propre nom patronymique, ce qui impliquerait, selon eux, qu'elle s'appellerait toujours « ... » et que ce nom serait et resterait toujours son nom de naissance pour les autorités roumaines, le tribunal se doit de constater que cette affirmation reste, en tout état de cause, à l'état de pure allégation, pour être contredite par le passeport émis par les autorités roumaines. Cette conclusion n'est pas ébranlée par le fait que la demanderesse soit connue auprès de la CNS sous le nom de « ... », respectivement par le fait que son permis de conduire luxembourgeois ait été établi sous ce nom, alors que, tel que relevé par la partie étatique, les autorités luxembourgeoises sont incompétentes pour attribuer un nom aux personnes non-ressortissantes, cette compétence revenant, en l'espèce, aux seules autorités roumaines. Au vu des éléments portés à la connaissance de l'autorité de décision, aucune erreur manifeste d'appréciation des faits ne saurait dès lors être reprochée à celle-ci pour avoir considéré que la demanderesse ne porte plus le nom de « ... » et qu'en conséquence, elle ne pourrait pas non plus le transmettre à ses enfants.

Le tribunal relève ensuite que la simple invocation de liens affectifs ressentis par les enfants des demandeurs et plus particulièrement par leur fils aîné par rapport au nom de « ... », n'est en tout état de cause pas non plus de nature à caractériser des circonstances exceptionnelles ou des raisons importantes permettant de déroger au principe d'ordre public et social de fixité du nom patronymique, ce d'autant plus que le changement de nom préconisé impliquerait que les enfants portent un nom différent de celui de leurs parents avec comme conséquence que le port du nom en question ne correspondrait plus à sa finalité sociale de rattachement à une famille, alors que tel est justement le but du nom patronymique.

Au vu de ce qui précède, le tribunal est amené à conclure que les demandeurs restent actuellement en défaut de faire état de circonstances exceptionnelles, respectivement de raisons importantes susceptibles de déroger au principe de la fixité du nom et de justifier le changement de nom tel que sollicité.

Les conclusions qui précèdent ne sont pas ébranlées par l'invocation, par les demandeurs, d'une violation par l'arrêt litigieux de l'article 8 de la CEDH.

En effet, force est tout d'abord de relever que ledit moyen en ce qu'il est, de l'entendement du tribunal, fondé sur la prémisse erronée que la demande soumise à l'autorité de décision ne pourrait pas s'analyser en un changement de nom soumis, suivant la législation luxembourgeoise, à la présentation de circonstances exceptionnelles ou de raisons importantes, et que les demandeurs ne feraient qu'invoquer le droit leur reconnu par l'article 8 de la CEDH de revendiquer « *le simple usage d'un nom de famille qui serait par principe imprescriptible* », est à rejeter pour ne pas être fondé, alors qu'il vient d'être retenu ci-avant que la demande litigieuse visait indéniablement un changement de nom tombant dans le champ d'application des dispositions de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI.

Pour être tout à fait complet, le tribunal relève encore que si la CourEDH a, en effet, jugé à diverses reprises que même si l'article 8 de la CEDH ne contenait pas de disposition explicite en matière de nom, la problématique du choix ou du changement de nom de personnes physiques tombait dans le champ d'application dudit article 8 au motif que le nom concernerait la vie privée et familiale de l'individu⁴, elle a également décidé que le refus des autorités d'autoriser une personne à changer de nom de famille ne saurait nécessairement passer pour une ingérence dans l'exercice du droit de l'intéressé au respect de sa vie privée.

Ainsi, la CourEDH a eu l'occasion de préciser que « *si l'article 8 tend pour l'essentiel à prémunir l'individu contre des ingérences arbitraires des pouvoirs publics dans l'exercice du droit protégé, il peut engendrer de surcroît des obligations positives inhérentes à un « respect » effectif de la vie privée. Si la frontière entre les obligations positives et négatives de l'Etat au titre de l'article 8 ne se prête pas à une définition précise, les principes applicables sont néanmoins comparables. Dans les deux cas, il faut avoir égard au juste équilibre à ménager entre les intérêts concurrents de l'individu et de la société dans son ensemble*⁵ ».

Il échet plus particulièrement de relever que dans l'affaire *Stjerna c. Finlande*⁶, la CourEDH a relevé que : « *Tout en reconnaissant donc qu'il peut exister de véritables raisons amenant un individu à désirer changer de nom, la Cour admet que des restrictions légales à pareille possibilité puissent se justifier dans l'intérêt public ; par exemple, afin d'assurer un enregistrement exact de la population ou de sauvegarder les moyens d'une identification personnelle et de relier à une famille les porteurs d'un nom donné. A cet égard, il y a lieu de noter que dans plusieurs Etats contractants, une demande de changement de nom doit s'appuyer sur des motifs convaincants ou précis, alors que dans d'autres, tout motif peut être invoqué, et dans un Etat, il n'y a en principe aucune restriction. Il n'existe guère de points de convergence entre les systèmes internes des Etats parties à la Convention quant aux conditions auxquelles un changement de nom peut s'effectuer légalement. La Cour en déduit que dans le secteur particulier à considérer, les Etats contractants jouissent d'une large marge d'appréciation. La Cour n'a point pour tâche de se substituer aux autorités finlandaises compétentes pour définir la politique la plus opportune en matière de réglementation de changement des patronymes en Finlande, mais d'apprécier sous l'angle de la Convention les*

⁴ CourEDH *Burghartz c. Suisse*, 22 février 1994, *Stjerna c. Finlande*, 25 novembre 1994, *Losonci Rose et Rose c. Suisse*, 9 novembre 2010, *Henry Kismoun c. France*, 5 décembre 2013, *Cusan et Fazzo c. Italie*, 7 janvier 2014.

⁵ *Stjerna c. Finlande*, 25 novembre 1994, *Johansson c. Finlande*, 6 septembre 2007.

⁶ *Stjerna c. Finlande*, 25 novembre 1994, précité.

décisions qu'elles ont rendues dans l'exercice de leur pouvoir d'appréciation (voir, entre autres, les arrêts Hokkanen c. Finlande du 23 septembre 1994, série A no 299-A, p. 20, par. 55, et, mutatis mutandis, l'arrêt Handsyde c. Royaume-Uni du 7 décembre 1976, série A no 24, p. 23, p. 49).».

Il se dégage dès lors des enseignements de la jurisprudence de la CourEDH en matière de changement de nom que les autorités nationales sont obligées de ménager un juste équilibre dans la mise en balance des différents intérêts en jeu qui sont, d'un côté, l'intérêt privé du requérant à porter le nom souhaité et, de l'autre côté, l'intérêt public à réglementer le choix des noms. En ce qui concerne précisément ledit intérêt public, la CourEDH a rappelé à plusieurs reprises que des restrictions légales à la possibilité de changer son nom peuvent se justifier dans l'intérêt public, notamment afin d'assurer un enregistrement exact de la population ou de sauvegarder les moyens d'une identification personnelle et de relier à une famille les porteurs d'un nom donné⁷. La CourEDH admet plus particulièrement qu'il est de l'intérêt public de garantir la stabilité du nom de famille en vue d'assurer la sécurité juridique des rapports sociaux, tout en rappelant que le nom conservait un rôle déterminant pour l'identification des personnes.

Tel que relevé ci-avant, en droit luxembourgeois, le principe de fixité et d'immutabilité du nom patronymique est une règle d'ordre public et social et ce n'est qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom peut être accordé.

Or, comme le tribunal a conclu ci-avant que les demandeurs restaient actuellement en défaut de faire état de circonstances exceptionnelles, respectivement de raisons importantes susceptibles de justifier le changement de nom tel que sollicité l'autorité de décision, en ne dérogeant, en l'espèce, pas au principe de fixité et d'immutabilité du nom patronymique, n'a pas heurté l'article 8 de la CEDH.

Il s'ensuit que le moyen fondé sur une violation de l'article 8 de la CEDH est également à rejeter de ce point de vue pour ne pas être fondé.

En conclusion, l'arrêté grand-ducal du 21 mars 2019 n'encourt aucune critique en ce qu'il y a été retenu que les demandeurs n'avaient fait état ni de circonstances exceptionnelles, ni de raisons importantes justifiant le changement de nom sollicité dans le chef de leurs enfants mineurs.

Au vu de ce qui précède, le tribunal ne saurait utilement mettre en cause la légalité de l'arrêté grand-ducal déféré.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

se déclare incompétent pour connaître du recours principal en réformation ;

reçoit le recours subsidiaire en annulation en la forme ;

⁷ En ce sens: *Stjerna c. Finlande* et *Johansson c. Finlande*, précités.

au fond, le dit non justifié, partant en déboute,

met les frais et dépens de l'instance à charge des demandeurs.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 1^{er} juillet 2020 par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Castegnaro, premier juge,
Alexandra Bochet, juge,

en présence du greffier Luana Poiani.

s. Luana Poiani

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 1^{er} juillet 2020
Le greffier du tribunal administratif